

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SARL LOUIS BORGHESE & Cie

Lieu-dit "Pont Royal" – RD 1006
73390 CHAMOUSSET

Références : 20231212-RAP-InspCarriereBorghese_Chamousset-Complet
Code AIOT : 0006101536

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée, le 12/12/2023, dans l'établissement Louis BORGHESE & CIE implanté au lieu-dit "Plan Local" 73390 CHAMOUSSET. L'inspection a été annoncée le 09/11/2023.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection est intervenue dans le cadre de l'action régionale 2023 "Impact des carrières sur la ressource en eau" visant à contrôler le respect, par l'exploitant, des dispositions réglementaires relatives au suivi quantitatif et qualitatif des eaux souterraines et ce afin de surveiller l'impact des activités de la carrière sur les eaux souterraines à l'aval du site.

A ce titre, seules les suites données par l'exploitant aux demandes formulées par le service d'inspection dans le rapport d'inspection du 18/01/2023 en lien avec la surveillance précitée (points de contrôle n° 7, 10, 11 et 12) ont été contrôlées.

Enfin, elle avait également pour objectif de faire un point sur l'avancement des travaux concernant la gestion des eaux pluviales de ruissellement au droit du secteur de la plateforme de transit de produits minéraux et déchets inertes bordant la RD 1006.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BORGHESE LOUIS SA
- Plan Local 73390 CHAMOUSSET
- Code AIOT : 0006101536
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BORGHESE exploite depuis 1990 une carrière alluvionnaire en eau de sables et graviers

sis au lieu-dit « Plan Local » sur le territoire de la commune de Chamousset (73390).

L'autorisation d'exploiter le site a été initialement délivrée le 23/01/1990 pour une durée de 15 ans. Cette autorisation a par la suite été respectivement renouvelée puis étendue aux travers des arrêtés préfectoraux du 18/07/2005 et du 29/12/2016.

Par arrêté préfectoral du 01/08/2022, la société Louis BORGHESE & Cie a été autorisée à poursuivre et à étendre l'exploitation de cette gravière (et les installations de premier traitement de matériaux présentes sur l'emprise de cette dernière (station de transit, installation de concassage/criblage)) pour une nouvelle période de 15 années. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site (d'une durée de 3 ans).

La production maximale autorisée est de 135 000 tonnes/an (avec un rythme d'extraction moyen attendu de 100 000 T/an).

L'extraction est essentiellement réalisée sous eau, selon la méthode dite « en fosse » (extraction des matériaux hors et sous eaux) au moyen d'engins mécaniques de type pelles/chargeurs, dragline puis drague flottante électrique et tapis flottants. Dès lors, aucun explosif n'est utilisé pour extraire le gisement.

L'objectif final de la remise en état est un réaménagement à vocation écologique et paysagère (essentiellement la restitution d'un unique plan d'eau à potentiel de biodiversité, la reconstitution de nouvelles berges ainsi que la plantation d'arbres/arbustes naturellement présents dans le secteur). Pour ce faire, le remblayage partiel du plan d'eau est autorisé au moyen de déchets inertes (uniquement de type terres et pierres) issus exclusivement du territoire du département de la Savoie.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mesures de gestion des eaux pluviales de ruissellement ;
- Suivi quantitatif et qualitatif des eaux superficielles ;
- Suivi quantitatif et qualitatif des eaux souterraines.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- **« Avec suites administratives »** : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- **« Susceptible de suites administratives »** : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- **« Sans suite administrative »**.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 3.3.2	Sans objet
3	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 3.4.4.1	Sans objet
4	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 3.5.1	Sans objet
7	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 3.6.1	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 3.4.2 et 3.6.2.3	Sans objet
5	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 3.5.2	Sans objet
6	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 3.5.3	Sans objet
8	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 3.6.2, 3.6.2.1 et 3.6.2.2	Sans objet
9	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 3.7.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La reprise de l'activité extractive du site n'a toujours pas été initiée par l'exploitant.

De fait, l'ensemble des travaux préparatoires n'est à ce jour pas encore finalisé. Pour autant, conformément à la demande du service d'inspection, l'exploitant a finalisé les travaux prescrits en lien avec le traitement des eaux pluviales de ruissellement provenant de la plateforme de transit et de traitement des déchets inertes implantée en bordure de la RD 1006 au Sud-Est du site (eaux pluviales à considérer comme potentiellement polluées).

Comme constaté en 2022, les mesures de gestion concernant la surveillance des eaux souterraines et superficielles au droit du site sont pour l'essentiel d'ores et déjà effectives.

L'exploitant doit cependant prendre en compte les demandes et observations formulées par le service d'inspection en ce qui concerne notamment le formalisme des bilans annuels et la notification, au préfet, des modifications des conditions d'exploitation du site (modification du réseau de surveillance des eaux souterraines).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 3.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des écoulements des eaux sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Ce plan mentionne notamment l'emplacement du séparateur d'hydrocarbure et de la plateforme de stockage et d'alimentation en carburant.
Constats : En séance, l'exploitant a présenté un document intitulé "Plan de gestion des effluents sur site". Au regard des constats de terrain, ce document apparaît être à jour mais n'a pas été daté par l'exploitant et n'est également pas indicé. Le plan ne mentionne également pas à ce jour l'emplacement du séparateur d'hydrocarbure et de la plateforme de stockage et d'alimentation en carburant, cette dernière n'ayant pas encore été implantée sur site (à réaliser dans le cadre des travaux préparatoires après démantèlement notamment de certains bâtiments). Enfin, l'exploitant n'a pas présenté de plan relatif aux réseaux d'alimentation en eau du site (adduction d'eau potable (AEP), forage...).
Observations : L'exploitant réalisera, sous un délai de 1 mois , les actions correctives suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Dater et indiquer le plan des réseaux d'effluents du site ;• Formaliser un plan des réseaux d'alimentation en eau du site (adduction d'eau potable (AEP), forage...). Ces documents seront disponibles sur site et tenus à la disposition du service d'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 3.4.2 et 3.6.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Localisation des points de rejet et dispositifs de traitement associés
Prescription contrôlée : Article 3.4.2 : Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentant les caractéristiques suivantes : N°1 : EPNP - Infiltration sur site - Sans Objet - Sous sol N°2 Epp - Infiltration sur site - Bassin de décantation / décanteur-déshuileur / sous-sol N°3 EU - Infiltration sur site - Fosse septique et filtre à sable - sous sol N°4 Eaux de la gravière - Surverse du plan d'eau (chenal) - Dispositif de filtration (boues et hydrocarbures) - Ruisseau « La Bialle » Les rejets directs ou indirects d'effluents dans les eaux souterraines, les plans et cours d'eau sont Interdits. Article 3.6.2.3 : Le chenal permettant la surverse du plan d'eau de la gravière vers le ruisseau « La Bialle » (point de rejet n° 4) est équipé d'un dispositif de filtration permettant notamment la rétention des hydrocarbures en cas de pollution accidentelle. Les caractéristiques techniques de ce dispositif, de même que les modalités d'entretien (nature, périodicité...) font l'objet d'une note technique préalablement validée par un bureau d'étude compétent. Ce dispositif est implanté préalablement à la reprise des opérations d'extraction dans le plan d'eau. Les opérations de contrôle et de maintenance du dispositif font l'objet d'une traçabilité dans un registre tenu à la disposition de l'inspection. Constats : En séance, l'exploitant a présenté : <ul style="list-style-type: none">• Un plan des réseaux d'effluents, tel que précisé au point de contrôle précédent ;• Une attestation de fin de chantier délivrée par la société PERESSON TP en date du 26/04/2023 relative à :<ul style="list-style-type: none">- L'implantation d'un caniveau/grille de collecte des eaux de ruissellement sur la rampe d'accès à la station de transit de produits minéraux/déchets inertes bordant la RD 1006 ;- La création d'un bassin de collecte/rétention et de décantation des eaux pluviales de ruissellement collectées sur la plateforme de la station de transit et la piste précitée ;- L'implantation d'un dispositif de traitement des eaux (décanteur/déshuileur NH40EA) en sortie du bassin de rétention ;- La réalisation d'un puit perdu d'infiltration des eaux traitées.<ul style="list-style-type: none">• Une consigne (réf. CO 10 - Indice 1 du 03/05/2023) relative à l'entretien et à la maintenance des séparateurs à hydrocarbures ;• Un document interne/consigne relatif à la vérification ainsi qu'à la maintenance du barrage anti-pollution/absorbant implanté, le 16/11/2022 au droit de la surverse du plan d'eau vers La Bialle et qui se compose aujourd'hui d'un boudin anti-pollution composé de flocons de polypropylène et de deux dispositifs amont de « chicanes » (casiers métalliques ajourés contenant visiblement de la paille et galets). La consigne précitée prévoit un contrôle visuel de l'ouvrage à fréquence mensuelle. A cet effet, l'exploitant a formalisé un registre chronologique qui a été présenté en séance afin d'attester du suivi. À noter cependant une absence de précision concernant le principe d'action, la composition et la maintenance des ouvrages/casiers en amont du boudin anti-pollution. Pour finir, le plan des réseaux d'effluents présenté en séance ne formalise pas les points de rejets tels qu'identifiés à l'article 3.4.2 susvisé.

Observations :

L'exploitant doit compléter les plans et consignes présentés en séance au regard des remarques formulées ci-avant.

Les documents ainsi complétés seront tenus à la disposition du service d'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 3.4.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prescriptions particulières relatives à la gestion des eaux pluviales

Prescription contrôlée :

La plateforme de transit et de traitement des déchets inertes localisée au Sud-Est du site ayant été constituée au moyen de déchets pour partie non inertes (au sens de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2517...), les eaux pluviales ruisselant sur cette plateforme sont à considérer comme étant susceptibles d'être polluées (Epp).

Dès lors, les dispositions ci-après sont mises en œuvre :

- Une couche de roulement formée d'un sol compact est mise en place sur les surfaces/secteurs utilisés par les engins de chantier. Cette couche fait l'objet d'un entretien régulier ;
- Afin de limiter la stagnation des eaux pluviales en surface, la plateforme dispose d'un pendage favorisant l'évacuation des eaux pluviales ;
- Un dispositif de collecte des eaux pluviales de ruissellement est maintenu en permanence en périphérie de la plateforme.

Les eaux de ruissellement ainsi collectées sont acheminées vers un bassin étanche puis sont traitées au travers d'un décanteur/déshuileur avant rejet pour infiltration sur site (point de rejet n° 2).

Les eaux pluviales polluées (Epp) rejetées respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

- Matières en suspension totales (MEST) : 35 mg/l ;
- DCO (sur effluent non décanté) : 125 mg/l ;
- Hydrocarbures totaux : 10 mg/l.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Constats :

Comme vu au point de contrôle ci-avant, l'exploitant a justifié de la mise en œuvre des dispositions constructives visant à assurer le traitement des eaux pluviales ruisselant au droit de la station de transit et susceptibles d'être polluées (Epp).

Les constats visuels opérés au jour de l'inspection ont par ailleurs permis d'attester de l'entretien régulier apporté à la couche de roulement (formée d'un sol compact) présente au droit des surfaces/secteurs utilisés par les engins de chantier.

Par ailleurs, la plateforme dispose d'un pendage favorisant l'évacuation des eaux pluviales (au travers d'un dispositif/pendage de collecte implanté au point bas) afin de limiter leur stagnation en surface et donc leur infiltration dans le sous-sol.

Pour autant, au jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas attesté de la réalisation, par un organisme compétent, d'un contrôle de la qualité des effluents rejetés en sortie de décanteur/déshuileur (point de rejet n° 2).

Observations :

L'exploitant doit justifier, **sous un délai de 1 mois**, du respect des valeurs limites de concentrations prescrites au droit du point de rejet n° 2.

A cet effet, l'exploitant adressera un rapport de synthèse relatif à la réalisation effective d'une campagne de prélèvement et d'analyses des effluents rejetés.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 3.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Localisation des points de surveillance
Prescription contrôlée : Le réseau de surveillance est composé à minima de 4 piézomètres implantés selon le sens d'écoulement de la nappe, dont au moins un en amont et les autres en aval hydraulique du site et ceci conformément aux résultats de l'étude hydrogéologique précitée : - Piézomètre amont PZ 1 (à l'amont de la plateforme en remblais, implantée au Sud, le long de la RD 1006) ; - Piézomètre aval PZ 3 (à l'aval de la plateforme précitée) ; - Piézomètre aval PZ 5 (au Sud-Est du plan d'eau) ; - Piézomètre aval PZE 4 (à l'Ouest du plan d'eau, vers le chenal de sortie de la gravière). Un point de surveillance aval additionnel ("PUIT"), constitué par le puit de prélèvement d'eau de nappe (pompage) est également présent au Sud du site. L'implantation des points de mesures est précisée sur le plan figurant en annexe 5.
Constats : En séance, l'exploitant a présenté les éléments actualisés relatifs à la localisation des points de mesures composant le réseau de surveillance. <u>Il en ressort que :</u> <ul style="list-style-type: none">• Compte tenu d'une part, de sa position au sein de la future zone d'extraction et d'autre part, de l'impossibilité technique de purger l'ouvrage et par conséquent de prélever les eaux souterraines (profondeur du tubage trop faible), le piézomètre PZ 5 situé à l'aval/position centrale hydraulique (au Sud-Est du plan d'eau) a été abandonné/démantelé le 16/11/2023. L'exploitant a produit un rapport (procès-verbal de fin de travaux) du bureau d'étude G Environnement daté du 08/12/2023. Ce document précise la méthodologie mise en œuvre afin de neutraliser l'ouvrage (comblement au moyen de graviers suivi de la mise en place d'un bouchon de bentonite sur une hauteur de 20 cm en partie supérieure de l'ouvrage). A noter qu'à terme, la reprise de l'exploitation de la gravière entraînera le retrait total du piézomètre ;• L'exploitant a fait procéder à l'implantation d'un nouveau piézomètre (dénommé PZ 6). Un document (proposition technique et financière de GINGER Burgeap) daté du 30/06/2023 a été produit par l'exploitant concernant la mise en place de ce nouvel ouvrage de même qu'un document émanant du bureau géomètre Géode daté du 11/12/2023 relatif au nivellement de ce nouveau piézomètre (cote 286, 18 m NGF). Aucun rapport/procès-verbal de fin de travaux n'a cependant été présenté concernant ce dernier ouvrage. <p>Par ailleurs, l'exploitant a présenté une déclaration ("rapport de fin de travaux") au titre de la rubrique IOTA Eau n° 1.1.1.0 (Sondage, forage, piézomètre et puits) relatif à l'implantation, le 04/10/2021, de trois piézomètres PZ 1, PZ 3 et PZE 4 (ouvrages réalisés par la société BALLANSAT Forage avec un suivi en continu assuré par le bureau GINGER Burgeap). Ce document ne comporte cependant aucune date et aucun cachet. Par ailleurs, aucun rapport/procès-verbal de fin de travaux émanant des sociétés précitées n'a été présenté concernant la réalisation de ces trois ouvrages.</p> <p>Enfin, l'exploitant a présenté un récépissé de déclaration délivré par le service géologique régional du Bureau de Recherche Géologique et Minière (BRGM) en date du 16/02/2023 concernant les ouvrages piézométriques PZ 1, PZ 3, PZE 4 et le forage/PUIT et attestant de l'attribution (dans le cadre d'une procédure de régularisation administrative) d'un numéro/code BSS (Banque de Donnée du Sous-Sol) pour chacun des ouvrages précités, en application de l'article 3.5.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 01/08/2022.</p> <p>A contrario, un second récépissé de déclaration BRGM daté du 14/11/2023 atteste de la non délivrance, à date, d'un code BSS pour le forage/PUIT du site (réalisé à priori dans les années 1970/1980) .</p> <p>Un constat de terrain a permis d'attester que l'exploitant a apposé une étiquette indélébile précisant le n° du PZ ainsi que le code BSS sur chacun des ouvrages piézométriques PZ 1, PZ 3, PZE 4.</p>

Les travaux d'abandon (PZ 5) et de création (PZ 6) d'ouvrages n'ont cependant pas fait l'objet d'une notification au préfet tel que prescrit par les articles 10 et 13 de l'arrêté ministériel du 11/09/2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L.214-3 du code de l'environnement.

Observations :

L'exploitant notifie, au préfet (Guichet Unique ICPE), **sous un délai de 1 mois**, au travers d'un "Dossier de Porter à connaissance", la modification des conditions d'exploitation de la carrière (au regard des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'août 2022) en ce qui concerne les conditions de surveillance des eaux souterraines mises en œuvre sur la carrière.

Ce dossier comprendra par ailleurs l'ensemble des documents exigés par l'arrêté ministériel du 11/09/2003 susvisé.

De même, l'exploitant transmettra, dans le même délai, copie d'un rapport/procès-verbal de fin de travaux (daté et comportant le cachet des sociétés) relatif à la réalisation, en 2021, des ouvrages piézométriques PZ 1, PZ 3 et PZE 4.

Enfin, il est demandé à l'exploitant de préciser si le référencement de l'ouvrage "PUIT" du site a pu être finalisé auprès du BRGM.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 3.5.2

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des niveaux d'eau de la nappe

Prescription contrôlée :

Une mesure du niveau piézométrique est réalisée par l'exploitant à fréquence mensuelle.

Deux fois par an (en période de basses eaux et de hautes eaux), ces mesures sont effectuées par un organisme (ou une personne) compétent et agréé.

Constats :

En séance, l'exploitant a attesté :

- De la réalisation effective, à fréquence mensuelle et au moyen d'une sonde, d'une mesure du niveau piézométrique. À cet effet, la sonde ainsi que le registre de suivi chronologique du niveau de la nappe ont été présentés en séance. A noter l'absence de mesure sur l'ouvrage "Puit" (point de surveillance aval additionnel prescrit par l'arrêté de 2022) ;
- De la réalisation effective, à fréquence semestrielle (en période de basses eaux et de hautes eaux) et par un organisme compétent et agréé (bureau d'étude G Environnement) d'une mesure du niveau piézométrique. À cet effet, les rapports de synthèse relatifs au suivi qualitatif et quantitatif des eaux souterraines et superficielles respectivement d'avril 2022 et de décembre 2022 ainsi que d'avril 2023 et de novembre 2023 (+ rapport /bilan suivi 2023 du 08/12/2023) ont été présentés en séance.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 3.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la qualité des eaux souterraines
Prescription contrôlée : Une surveillance de la qualité des eaux souterraines est réalisée, à fréquence semestrielle (en période de basses eaux et de hautes eaux) au moyen du réseau de surveillance prescrit à l'article 3.5.1. Les analyses sont effectuées par un organisme (ou une personne) compétent et agréé. Les paramètres suivants seront analysés selon des normes reconnues (cf. annexe I de l'arrêté ministériel du 2 février 1998).
Paramètres analysés : Les paramètres à analyser dans les échantillons prélevés sont : le pH, la température, la conductivité, l'oxygène dissous, la demande chimique en oxygène (DCO), la demande biochimique en oxygène (DBO5), les matières en suspension (MEST), la Fraction Soluble, les hydrocarbures (C10 à C40), Indice Phénols, le Carbone Organique Total (COT), l'azote Kjeldghal, nitrates, les Chlorures, les Fluorures, les Sulfates (SO_4^{2-}), les BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes), les COHV (composés organo-halogénés volatils), les HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques 16 composés), les PCB (biphényles polychlorés 7 congénères), 8 métaux toxiques (Arsenic, Cadmium, Chrome, Cuivre, Mercure, Nickel, Plomb, Zinc), Aluminium, Antimoine, Selenium, Molybdène, Fer et Manganèse.
Constats : Comme en 2022, l'exploitant a attesté en séance d'une surveillance de la qualité des eaux souterraines à fréquence semestrielle (en période de basses eaux et de hautes eaux) en 2023. A cet effet, les rapports de synthèse G Environnement du 11/05/2023 (Indice A) et du 08/12/2023 (Indice A), relatifs respectivement aux campagnes de suivi qualitatif et quantitatif des eaux souterraines et superficielles réalisées le 18/04/2023 et le 16/11/2023 ainsi qu'un rapport du 08/12/2023 (Indice 0) relatif au bilan du suivi 2023, ont été présentés en séance. Ce suivi a été réalisé à partir d'un réseau de surveillance composé de 5 ouvrages piézométrique (PZ 1, PZ 3, PZ 4, PZ 5 et PUIT) pour la campagne d'avril 2023. Ce réseau de surveillance est conforme aux nouvelles dispositions prescrites par l'arrêté de 2022. A noter que le PZ 5 était inopérant lors de la campagne de novembre 2023 et le PZ 6 pas encore opérationnel. Le rapport relatif à la campagne de novembre 2023 indiquait alors qu'une analyse complémentaire serait réalisée dans les semaines à venir. En séance, l'exploitant n'a pas justifié de cette mesure complémentaire. Les concentrations mesurées sont comparées à des valeurs de références issues de : <ul style="list-style-type: none">• L'arrêté du 11/01/2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine ;• Les données de l'OMS (2017) pour la définition de l'eau potable ;• Le guide d'évaluation de l'état des eaux souterraines publié par le Ministère de la Transition écologique et solidaire en juillet 2019. L'examen des conclusions des rapports susvisés montre que : <ul style="list-style-type: none">• L'écoulement de la nappe se produit d'Est en Ouest (légèrement en direction du Nord) ;• Le PZ 1 est à l'amont hydraulique, les PZ 3 et 5 ainsi que le puit sont en position centrale et le PZ 4 à l'aval hydraulique ;• L'état de la nappe est globalement satisfaisant ;• Les alluvions de la région semblent être de potentielles sources naturelles de Fer et de Manganèse, des concentrations élevées de ces deux paramètres au droit du PZ 3 mais également des autres ouvrages étant récurrentes ;• La campagne de novembre 2023 fait apparaître une augmentation des concentrations en

COT, xylènes, Aluminium, fer et Manganèse entre les ouvrages centraux et l'aval
Le rapport bilan 2023 conclut à une absence d'évolution des concentrations entre 2022 et 2023 ainsi qu'à une absence d'impact notable associé aux activités de la carrière .
Observations : Il est demandé à l'exploitant d'apporter un point de vigilance concernant l'augmentation de la concentration de certains paramètres relevée sur la campagne de novembre 2023 (à corrélérer avec les résultats des campagnes de mesures 2024).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 3.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des niveaux d'eau de la gravière
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau du plan d'eau de la gravière est réalisée à fréquence mensuelle au moyen d'un réseau composé de 3 échelles limnimétriques : - Échelle (E1) implantée sur le plan d'eau à l'Est ; - Échelle (E2) implantée sur le plan d'eau au Sud-Ouest ; - Échelle (E3) implantée sur le chenal de sortie de la gravière à l'Ouest. Deux fois par an (en période de basses eaux et de hautes eaux), ces mesures sont effectuées par un organisme (ou une personne) compétent et agréé. L'implantation des échelles limnimétriques est précisée sur le plan figurant en annexe 5.
Constats : En séance, l'exploitant a attesté de la réalisation, à fréquence mensuelle, d'une mesure du niveau du plan d'eau de la gravière au moyen du réseau de surveillance du site composé de 3 échelles limnimétriques (échelles E1, E2 et E3) implantées et/ou restaurées en novembre 2022. L'exploitant a par ailleurs présenté une note relative aux résultats des mesures réalisées par le bureau géomètre Géode le 29/11/2022 à l'occasion du recalage du réseau de surveillance précité. L'exploitant a également fait état de mesures complémentaires réalisées, toujours par Géode, le 03/04/2023 et 21/11/2023. Cependant, l'exploitant n'a pas attesté de la réalisation effective de ces mesures par le prestataire précité ni présenté de note d'interprétation de ces mesures. Par ailleurs, les rapports de synthèse 2022 et 2023 relatifs au suivi qualitatif et quantitatif des eaux souterraines et superficielles ne font pas état de ces opérations.
Observations : L'exploitant doit justifier, sous un délai de 2 mois , de la réalisation (en 2023 et 2024) de mesures du niveau du plan d'eau de la gravière au moyen du réseau de surveillance du site et à fréquence semestrielle par un organisme (ou une personne) compétent et agréé.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 8 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 3.6.2, 3.6.2.1 et 3.6.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la qualité des eaux superficielles /Valeurs limites
Prescription contrôlée : Article 3.6.2 : Une surveillance de la qualité des eaux de la gravière est réalisée à fréquence semestrielle. En fonction des résultats obtenus et sur la base d'un historique d'au moins quatre années, la fréquence des analyses ainsi que la liste des paramètres analysés pourront être allégées à la demande de l'exploitant et après accord de l'inspection des installations classées. Article 3.6.2.1 : La surveillance de la qualité des eaux de la gravière porte sur les paramètres suivants : • pH, température, conductivité, oxygène dissous, DCO, MES, PCB, hydrocarbure (C10 à C40), HAP, BTEX, 8 métaux (As, Cd, Cr total, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn), Fer, Manganèse, Chlorures, fluorures, sulfates, indice phénols, COT. Ces analyses sont effectuées selon les normes en vigueur. Article 3.6.2.2 : Le plan d'eau de la gravière surversant vers le ruisseau « La Bialle », les eaux rejetées dans le milieu naturel respectent, après filtration, les valeurs limites suivantes (point de rejet n° 4) : • Le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ; • La température est inférieure à 30 °C ; • La demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101) ; • Les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105) ; • Les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114). Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures. En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.
Constats : Suite à la visite d'inspection de novembre 2022, l'exploitant avait adressé un rapport de synthèse G Environnement du 17/02/2023 (indice B) relatif à la campagne de mesures réalisée le 09/12/2023 dans le cadre du suivi qualitatif et quantitatif des eaux souterraines et superficielles. L'ajout d'un plan, dans le rapport de synthèse, précisant le nombre et l'emplacement des points de prélèvement conformément à la demande du service d'inspection a été formalisé depuis décembre 2022. Il en ressort que le suivi qualitatif est réalisé sur la base de deux points de prélèvements nommés respectivement : <ul style="list-style-type: none">• "Amont plan d'eau", localisé en rive Sud du plan d'eau, au niveau du ponton associé à l'échelle limnimétrique E1 ;• "Aval plan d'eau", localisé au Nord-Ouest, à proximité de l'exutoire du plan d'eau. De même, l'exploitant a présenté en séance les rapports de synthèse G Environnement du 11/05/2023 (indice A) et du 08/12/2023 (indice A) 23 relatifs respectivement aux campagnes de suivi qualitatif et quantitatif des eaux souterraines et superficielles réalisées le 18/04/2023 et le 16/11/2023 ainsi qu'un troisième rapport G Environnement du 08/12/2023 relatif au bilan du suivi

de l'année 2023.

Selon les paramètres analysés, les concentrations mesurées sont comparées à des valeurs de référence issues de :

Les concentrations mesurées sont comparées à des valeurs de références issues de :

- L'arrêté du 11/01/2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine ;
- Les données de l'OMS (2017) pour la définition de l'eau potable ;
- L'arrêté préfectoral d'autorisation du 01/08/2022 pour la qualité des eaux superficielles pouvant être rejetées vers l'extérieur du site.

L'examen des conclusions des rapports susvisés montre que :

- Les concentrations au sein des eaux superficielles n'ont pas évolué ;
- **L'état des eaux superficielles au sein du plan d'eau est satisfaisant ;**
- **Les valeurs limites prescrites à l'article 3.6.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé sont également respectées.**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Protection des ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 3.7.3

Thème(s) : Situation administrative, Bilan annuel

Prescription contrôlée :

L'exploitant procède annuellement à une interprétation critique des résultats obtenus :

- comparaison amont/aval en précisant le sens d'écoulement de la nappe ;
- évolution des résultats par rapport aux années antérieures ;
- comparaison des résultats obtenus par rapport aux simulations initialement réalisées.

Ce bilan annuel fait l'objet d'un rapport de synthèse tenu à la disposition du service d'inspection des installations classées de la DREAL.

En fonction des résultats des campagnes de mesure (démontrant qu'un allègement ou au contraire qu'un renforcement est rendu possible ou nécessaire), la fréquence et les caractéristiques des prélèvements et analyses (liste des paramètres à analyser...) pourront à tout moment être revues à la demande de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a transmis un bilan annuel 2023 des résultats des campagnes de mesures réalisé par le bureau G Environnement.

En ce sens, ce bilan n'est pas à proprement parlé une interprétation critique des résultats obtenus par l'exploitant.

Par ailleurs, le formalisme des rapports G Environnement, qui ne distingue pas de manière claire les éléments en lien avec la surveillance des eaux superficielles de ceux en lien avec la surveillance des eaux souterraines ne facilite pas le travail d'analyse de la conformité aux dispositions réglementaires contrôlées.

Observations :

Au regard de ce qui précède, le respect de cette prescription par l'exploitant est jugé conforme **modulo les remarques formulées ci-avant et qu'il convient d'intégrer pour la formalisation des futurs bilans annuels.**

De fait, il est demandé à l'exploitant de procéder personnellement à une interprétation critique des résultats obtenus au travers d'un rapport de synthèse. Ce rapport présentera de manière distincte les éléments en lien avec les eaux superficielles de ceux concernant les eaux souterraines.

Ce rapport devra être conclusif quant au respect ou non des dispositions de l'arrêté préfectoral en lien avec ce suivi qualitatif et quantitatif.

Type de suites proposées : Sans suite